

## DECISION DU MAIRE D'AVENSAN

Objet : Renouvellement des adhésions aux associations

Le Maire d'Avensan,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22 alinéa 24,

**VU** la délibération n°2023/06/44 du Conseil Municipal en date du 20 juin 2023, donnant délégation à Monsieur le Maire pour autoriser le renouvellement de l'adhésion aux associations dont la Commune est membre,

**Considérant** que la Commune d'Avensan est membre de différentes associations et organismes dont l'adhésion est nécessaire à la continuité de l'action municipale

**Considérant** qu'il convient de procéder au renouvellement annuel des adhésions par décision du Maire,

### Décide

Article 1 : La Commune d'Avensan renouvelle les adhésions aux organismes et associations suivantes :

- CAUE de la Gironde,
- Association des Maires de France et des Maires de Gironde,
- Maires Ruraux de France
- Syndicat Mixte « Parc Naturel Régional du Médoc »
- Gironde Ressources
- ASA DFCI Avensan

Article 2 : Les crédits seront inscrits au budget principal 2026.

Article 3 : Monsieur le Maire est habilité à signer tout document permettant le renouvellement.

Article 4 : La présente décision :

- sera transmise au Représentant de l'Etat au titre du contrôle de légalité,
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification et sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception équivaut à une décision implicite de rejet (article L.411-7 CRPA),
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux par courrier ou sur le site télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](https://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à



Envoyé en préfecture le 28/01/2026

Reçu en préfecture le 28/01/2026

Publié le



ID : 033-213300221-20260127-DEC2026001-DE

compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux est préalablement exercé.

Fait à Avensan le 27 janvier 2026

Laurent PASCUAL



Maire d'Avensan

